Spedizione in abbonamento postale



DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Lunedì, 19 giugno 1950

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E CIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LECGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554 AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA CIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-633 841-737 85:-144

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Accordi amministrativi per l'applicazione della Convenzione italo-francese in materia di assicurazioni sociali e relativi protocolli.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Accordi amministrativi per l'applicazione della Convenzione italo-francese in materia di assicurazioni sociali e relativi protocolli.

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF

relatif aux modalités d'application de la Convention générale en date 31 mars 1948 entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux Pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales.

En application de l'article 28 de la Convention générale entre la France et l'Italie du 31 mars 1948, les autorités administratives françaises et italiennes représentées par:

du côté français:

M. Pierre Laroque, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, Directeur général de la Sécurité Sociale au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale,

du côté italien:

M. ANGELELLI Amleto, Directeur général des Rapports du travail, délégué par le Ministre Secrétaire d'Etat pour le Travail et la Prévoyance Sociale; ont arrêté, d'un commun accord, les dispositions suivantes fixant les modalités d'application de la Convention générale entre la France et l'Italie en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Article 1

En application de l'article 19 de la Convention générale du 31 mars 1948 les travailleurs de nationalité française ou italienne qui après avoir été victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle en France ou en Italie, transférent leur résidence sur le territoire de l'autre Pays, conservent ainsi que leurs ayants droit, le bénéfice des prestations afférentes aux législations relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

TITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MAJORATIONS DE RENTES

Article 2

Les dispositions du présent titre concernent les accidents régis par la législation métropolitaine française qui sont survenus, soit dans une profession non agricole avant le 1er janvier 1947, soit dans l'agriculture sans distinction de date, ainsi que les accidents soumis au régime de réparation applicable à l'Algérie sans distinction de profession ni de date.

A) Majorations déjà liquidées.

Article 3

L'Institut National d'assurance contre les accidents du travail à Rome (I.N.A.I.L.) adresse à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des Fonds de Majoration, 56, rue de Lille à Paris), la liste nominative (avec nom et prénoms, date de naissance, le lieu de l'accident et numéro de référence donné par l'Institut) de tous les titulaires italiens de majorations françaises de rentes d'accidents du travail résidant en Italie et dont l'Institut a connaissance.

Cette liste est accompagnée des documents suivants attestations individuelles établies par l'autorité compétente, indiquant en tout état de cause la date d'entrée en Italie de l'intéressé et, éventuellement, la date de son départ de France, s'il y a lieu à règlement d'arrérages antérieurs à cette date;

livrets à coupons émis par les Fonds de Majoration au profit des bénéficiaires au titre des lois des 3 avril 1942, 16 mars 1943 et 16 octobre 1946.

En échange de ces livrets, il sera remis par la Caisse des Dépôts et Consignations aux intéressés un certificat attestant leurs droits.

Au cas où le livret à coupons ne pourrait être produit, l'I.N.A.I.L. indiquerait, si possible:

le numéro d'inscription et, le cas échéant, le numéro du dossier, figurant sur la première page du livret;

le nom du dernier comptable payeur ayant réglé en France la majoration ainsi que la date approximative du dernier paiement.

A défaut des indications précédentes, l'I.N.A.I.L. mentionnerait toutes références susceptibles de permettre l'identification du dossier ouvert au Fonds de Majoration.

B) Majorations à liquider.

Article 4

La liquidation des majorations est effectuée par la Caisse des Dépôts et Consignations au vu des demandes établies sur les formules imprimées d'un modèle approuvé par le Fonds de Majoration qui doivent lui parvenir exactement et complètement remplies.

L'I.N.A.I.L.:

centralise toutes les demandes de majorations présentées par les rentiers italiens;

vérifie et authentifie les mentions portées par le postulant sur la partie de la formule qui lui est réservée;

vérifie que les formules sont bien accompagnées des pièces exigées et notamment de l'attestation prévue à l'article précédent;

transmet les formules ainsi remplies à la Caisse des Dépôts et Consignations (service des Fonds de Majoration) soit immédiatement, si le débiteur de la rente principale est la Caisse Nationale d'assurance sur la vie (anciennement Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse), soit après les avoir fait compléter par le débirentier, si celui-ci est autre que la Caisse Nationale d'assurance sur la vie.

TITRE II

DISPOSITIONS CONCERNANT LES PAIEMENTS

SECTION 1. — Patements de France en Italie.

CHAPITRE 1er

Paiements des rentes d'accidents du travail ues par les organismes français de Sécurité Sociale

Article 5

Le paiement en Italie des rentes d'accidents du travail, dues par les organismes français de Sécurité Sociale est effectué per l'intermédiaire, en Italie de l'I.N. A.I.L. et sous le contrôle, en France, de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 6

Les organismes français de Sécurité Sociale, débiteurs de rentes d'accidents du travail, adressent à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale à Paris la liste de leurs rentiers résidant en Italie, en indiquant notamment pour chacun d'eux:

- 1) la nature de la rente;
- 2) les dates d'échéance de la rente;
- 3) le montant des arrérages dus à chaque échéance.

Article 7

Il est prescrit aux débiteurs intéressés:

d'indiquer à la Caisse Nationale, qui en avisera l'I.N.A.I.L., au fur et à mesure qu'ils les connaitront, les noms des rentiers qui quitteront ou auront quitté le territoire français pour aller résider en Italie;

d'aviser le cas échéant — 15 jours au moins à l'avance — la Caisse Nationale qui en informera l'I.N.A.I.L. de la suspension du service des rentes ainsi que de toute modification apportée au montant de celles-ci;

de verser les sommes nécessaires au paiement des arrérages, quinze jours avant la date de l'échéance, au compte ouvert auprès de la Banque de France à Paris, au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, le versement fait à cette Banque étant libératoire;

d'adresser, à la même date, à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, en double exemplaire, pour être transmis à l'I.N.A.I.L. le bordereau nominatif des paiements à effectuer, avec indication des adresses, montant des arrérages, périodes auxquelles ils se rapportent;

de procéder à tout envoi de correspondance ou de pièces à l'I.N.A.I.L. exclusivement par l'intermédiaire de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 8

Les prestations sont payées aux bénéficiaires, sur justification de leurs droits, par l'I.N.A.I.L.

Ces paiements sont effectués trimestriellement, à terme échu et dans les mêmes formes que les paiements de rentes italiennes.

La somme revenant à chaque bénéficiaire sera convertie en lires.

Lorsque se sera produit l'un des trois évènements suivants:

- 1) décès du titulaire;
- 2) nouveau mariage du conjoint survivant d'une victime d'accident mortel du travail;
- 3) décès avant l'âge de 16 ans de l'un des bénéfi-

l'I.N.A.I.L. s'abstiendra de tout paiement au titre des arrérages non encore payés à la date de survenance de l'évènement. Il indiquera sur le bordereau le motif des non-paiements, et notamment, en cas de décès, la date de celui-ci.

La Caisse Nationale fait procéder à la liquidation du prorata éventuellement dû et notifie à l'I.N.A.I.L. la somme nette à payer après que celui-ci aurait fait parvenir les pièces ci-dessous énumérées:

pour le premier cas (décès du titulaire): acte de notoriété indiquant la date du décès et précisant s'il existe des héritiers susceptibles de revendiquer le prorata;

dans le deuxième cas (nouveau mariage): extrait de l'acte constatant la nouvelle union;

dans le troisième cas (décès d'un orphelin): extrait de l'acte de décès.

Article 9

En cas de départ d'Italie du bénéficiaire, l'I.N.A.I.L. s'abstient de tout paiement au titre des arrérages non encore payés à la date du départ et en avise la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 10

En vue de justifier les paiements effectués, l'I.N.A.I.L. adresse après chaque échéance, à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, le bordereau des sommes payées pour le compte des organismes débiteurs et, éventuellement, le bordereau des sommes non payées en indiquant, autant que possible, le motif des non-paiements.

Ces bordereaux, qui devront reproduire exactement l'ordre et les inscriptions des bordereaux correspondants, adressés par les organismes français, doivent comporter:

nature de la rente;

nom et prénoms du bénéficiaire;

somme payée exprimée en francs avec indication de la contrevaleur en lires;

date du paiement et période à laquelle il se rapporte;

adresse du bénéficiaire.

Dans le cas où le règlement serait effectué à une autre personne que le titulaire, il devrait être indiqué en outre:

les noms et prénoms de la partie prenante;

sa qualité (représentant légal du titulaire, mandataire du titulaire ou de son représentant légal).

Le total du bordereau arrêté en chiffres (francs) et en lettres sera certifié conforme aux paiements effectués par l'I.N.A.I.L. et revêtu de la signature de son représentant.

L'I.N.A.I.L. se porte garant de la régularité des paiements constatés et notamment de l'existence du titulaire à la date d'échéance.

CHAPITRE 2

Paiements par les soins de la Caisse des Dépôts et Consignations

Article 11

Les rentes d'accidents du travail constituées à la Caisse Nationale d'Assurances sur la Vie (ancienneoiaires d'une rente temporaire et collective d'orphelins, ment Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse).

ainsi que les majorations de rentes accidents du travail dont le règlement incombe à la Caisse des Dépôts et Consignations sont servies en Italie par l'intermédiaire de l'I.N.A.I.L.

A) Rentes d'accidents du travail.

Article 12

Pour les rentes d'accidents du travail constituées à la Caisse Nationale d'Assurances sur la Vie, la Caisse des Dépôts et Consignations adresse à l'I.N.A.I.L. les tiches de paiement correspondant aux livrets de rentes actuellement détenus par l'Institut National Italien pour la Prévoyance Sociale et que cet organisme doit transmettre à l'I.N.A.I.L.

Lorsqu'un rentier est en Italie au moment de l'emission du livret de rentes, la Caisse Nationale d'Assurances sur la Vie transmet directement à l'I.N.A.I.L. le dit livret accompagné de la fiche de paiement.

Lorsque le livret arrive à expiration, l'I.N.A.I.L., après paiement du dernier coupon, retourne le livret ainsi que la fiche de paiement à la Caisse des Dépôts et Consignations qui procéde à leur renouvellement et adresse les nouveaux documents à l'I.N.A.I.L.

Article 13

Quinze jours avant chaque échéance, la Caisse des Dépôts et Consignations, transmet, pour les rentes d'accidents du travail au compte ouvert auprès de la Banque de France à Paris, au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, une provision représentant le montant des arrérages de rentes payables au titre de cette échéance.

Le versement effectué à cette Banque est libératoire.

Article 14

Les arrérages sont payés par l'I.N.A.I.L. aux intéressés sur justification de leurs droits. La somme revenant à chaque bénéficiaire sera convertie en lires.

L'I.N.A.I.L. devra notamment s'assurer du non-remariage du conjoint d'une victime d'un accident mortel et de l'existence du ou des bénéficiaires d'une rente temporaire d'orphelins.

Lorsque se sera produit l'un des trois évènements suivants

- 1) décès du titulaire;
- 2) nouveau mariage du conjoint survivant d'une victime d'accident mortel du travail;
- 3) décès avant l'âge de 16 ans de l'un des bénéficiaires d'une rente temporaire et collective d'orphelins, l'I.N.A.I.L. en avise la Caisse des Dépôts et Consignations et s'abstient de tout paiement au titre des arrérages de rentes non encore payés à la date de survenance de l'évènement.

La Caisse des Dépôts et Consignations procède à la régularisation du compte de l'intéressé, liquide le prorata éventuellement dû et notifie à l'I.N.A.I.L. la somme nette à payer dès que celui-ci aura fait parvenir une des pièces ci-dessous énumérées ainsi que le livret et la fiche de paiement.

Dans le premier cas (décès du titulaire), acte de notoriété indiquant la date du décès et précisant s'il existe des héritiers susceptibles de revendiquer le prorata.

Dans le deuxième cas (nouveau mariage), extrait de l'acte constatant la nouvelle union.

Dans le troisième cas (décès d'un orphelin), extrait de l'acte de décès.

Une autorisation spéciale de paiement dans les deux premiers cas ou une nouvelle fiche et un nouveau livret dans le troisième cas seront adressés à l'I.N.A.I.L.

Article 15

La justification des paiements effectués pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations (Service de la Caisse Nationale d'Assurances sur la Vie) par l'I.N. A.I.L. résulte de l'envoi des bordereaux récapitulatifs.

Le total en francs de chaque bordereau arrêté en chiffres et en lettres sera certifié conforme aux paiements effectués par la signature du représentant de l'I.N.A.I.L.

Ces bordereaux doivent reproduire les indications suivantes:

le numéro d'inscription de la rente, les rentes étant classées dans l'ordre croissant des numéros d'inscription;

les noms et prénoms du titulaire;

le montant du paiement en francs avec la contrevaleur exprimés en lires;

la date du paiement et la période à laquelle il se rapporte.

Dans le cas où le règlement serait effectué à une autre personne que le titulaire, il devrait être indiqué en outre:

les noms et prénoms de la partie prenante;

sa qualité (représentant légal du titulaire, mandataire du titulaire ou de son représentant légal).

Des bordereaux distincts centralisent les règlements effectués sur autorisations spéciales.

L'I.N.A.I.L. se porte garant de la régularité des paiements constatés et notamment de l'existence des titulaires à la date de l'échéance.

Article 16

Pendant toute période où il effectue le service de la rente, l'I.N.A.I.L. conserve le livret du bénéficiaire.

Si celui-ci quitte le territoire italien, l'I.N.A.I.L. lui rend son livret après avoir détaché et annulé les coupons correspondants aux paiements déjà effectués.

B) Majorations de rentes d'accidents du travail.

Article 17

En ce qui concerne les majorations de rentes d'accidents du travail, la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des Fonds de Majoration) adresse à l'I.N.A.I.L., quinze jours avant la date de l'échéance trimestrielle, un bordereau des arrérages à règles, indiquant pour chaque intéressé:

les numéros de référence du Fonds de Majoration et de l'I.N.A.I.L.;

le nom et les prénoms du bénéficiaire,

la somme à payer à l'échéance;

la période à laquelle les arrérages se rapportent

Article 18

Quinze jours avant chaque échéance la Caisse des Dépôts et Consignations verse au compte ouvert auprès de la Banque de France à Paris au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, les sommes nécessaires au paiement des arrérages.

Le versement ainsi fait est libératoire.

Article 19

Les prestations sont payées aux intéressés par l'I.N. A.I.L. sur justification de leurs droits. Ces paiements sont effectués trimestriellement, à terme echu et dans les mêmes formes que les paiements des rentes italiennes. La somme revenant à chaque bénéficiaire sera convertie en lires.

L'I.N.A.I.L. devra notamment s'assurer du non remariage du conjoint de la victime d'un accident mortel du travail, de l'existence du ou des bénéficiaires d'une majoration temporaire d'orphelins, et du fait que le titulaire, quel qu'il soit, n'a pas transporté sa résidence hors d'Italie pendant la période à laquelle se rapportent les arrérages mis en paiement.

Lorsque se sera produit l'un des quatre évènements suivants:

décès du titulaire;

nouveau mariage du conjoint survivant de la victime d'un accident mortel;

décès avant l'âge de 16 ans de l'un des bénéficiaires d'une majoration temporaire et collective d'orphelins;

transfert par le titulaire de sa résidence hors d'Italie,

l'I.N.A.I.L. s'abstiendra de tout paiement au titre des arrérages de majoration non encore payés à la date de survenance de l'évènement.

La Caisse des Dépôts et Consignations (Service des Fonds de Majoration) procède à la liquidation du prorata éventuellement dû après que l'I.N.A.I.L. lui aura fait parvenir les pièces ci-dessous énumérées:

dans le premier cas (décès du titulaire): acte de notoriété indiquant la date du décès et précisant s'il existe des heritiers susceptibles de revendiquer le prorata;

dans le deuxième cas (nouveau mariage) extrait de l'acte constatant la nouvelle union;

dans le troisième cas (décès d'un orphelin): extrait de l'acte de décès;

dans le quatrième cas (transfert de résidence hors d'Italie): la simple déclaration de l'I.N.A.I.L. indiquant la date de départ sera considerée comme suffisante.

Article 20

En vue de justifier les paiements effectués, l'I.N.A.I.L. adresse, après chaque échéance, à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des Fonds de Majoration) le bordereau des sommes payées pour son compte et, éventuellement, le bordereau des sommes non payées, en indiquant, autant que possible, le motif des non-paiements

Ces documents, qui devront reproduire exactement l'ordre et les inscriptions des bordereaux correspondants établis par la Caisse des Dépôts et Consignations, doivent comporter:

numéros de référence du Fonds de Majoration et de l'I.N.A.I.L.:

nom et prénoms du bénéficiaire;

somme payée exprimée en francs avec indication de la contrevaleur en lires;

date du paiement et période à laquelle il se rapporte.

Dans les cas où le règlement serait effectué à une autre personne que le titulaire, il devrait être indiqué en outre:

les noms et prénoms de la partie prenante;

sa qualité (représentant légal du titulaire, mandataire du titulaire ou de son représentant légal).

Le total en francs de chaque bordereau, arrêté en chiffres et en lettres, sera certifié conforme aux paiements effectués par la signature du représentant de l'I.N.A.I.L.

L'I.N.A.I.L. se porte garant de la régularité des paiements constatés et notamment de l'existence du titulaire à la date de l'échéance.

CHAPITRE 3

Dispositions diverses

Article 21

Afin de permettre aux organismes débiteurs d'exercer leur contrôle, l'I.N.A.I.L. annexe aux bordereaux des paiements effectués toutes attestations établies ou certifiées par l'autorité compétente, qui lui seraient demandés par lesdits organismes, telles que certificats de non-remariage, certificats de l'existence du ou des orphelins à l'échéance.

A la demande des organismes débiteurs, l'I.N.A.I.L. joint aux bordereaux récapitulatifs de paiement les coupons acquittés par les parties prenantes.

Au cas où, par suite de modalités particulières de paiement, la signature de l'intéressé ne peut être recueillie sur le coupon, l'I.N.A.I.L. joint au bordereau une pièce justificative de paiement comportant l'acquit de la partie prenante et les certifications nécessaires.

Article 22

La différence entre les sommes versées par les organismes débiteurs français et le montant des paiements justifiés par l'I.N.A.I.L. est imputée sur les sommes à verser altérieurement au même titre par les mêmes organismes.

SECTION 2. - Paiements d'Italie en France

Article 23

L'I.N.A.I.L. verse directement aux bénéficiaires résidant en France des prestations de l'assurance italienne des accidents du travail et maladies professionnelles et aux échéances prévues par la législation italienne le montant des prestations qui leur sont dues.

Titre III

CONTROLE MEDICAL

Article 24

A la demande de l'organisme débiteur, l'I.N.A.I.L. ou l'organisme français compétent procèdent au contrôle des bénéficiaires des législations d'accidents du travail, résidant sur leur territoire, dans les conditions prévues par leur propre législation, et ce sans prejudice

des vérifications auxquelles peuvent faire procéder les débiteurs dans le cadre des droits que leur reconnait leur législation nationale.

Pour l'application de l'alinéa précedent, l'I.N.A.I.L. ou l'organisme français compétent font procéder par leurs médecins experts aux examens médicaux permettant d'apprécier le taux d'incapacité de l'accidenté en vue d'une revision de la rente d'accident du travail.

Les résultats de ces examens sont communiqués aux débiteurs intéressés auxquels il appartient de prendre ou de provoquer la décision.

Article 25

Les frais résultant des examens médicaux, de mises en observation, de déplacements des médecins, des enquêtes, rendus nécessaires pour l'exercice du contrôle, ainsi que les frais de déplacement engagés par les bénéficiaires de prestations pour se rendre aux visites de contrôle médical sont réglés par l'organisme qui a effectué le contrôle sur la base de son tarif.

Ces frais sont remboursés par l'organisme débiteur sur presentation d'une note detaillée des dépenses exposées.

Toutefois, des accords ultérieurs pourront prévoir des modalités différentes de règlement et notamment des remboursements forfaitaires.

TITRE IV DISPOSITIONS GENERALES

Article 26

Les prestations en espèces et en nature, dues par les organismes d'assurance d'un Pays en vertu de la législation sur les accidents du travail, au titre d'une incapacité temporaire, lorsque le bénéficiaire se trouve dans l'autre Pays, sont payées directement par l'organisme débiteur dans les conditions prévues par sa propre législation.

Dans le cas où l'avance de certaines dépenses afférentes aux prestations en nature est effectuée par un organisme d'assurance du Pays de séjour, cet organisme est subrogé dans les droits de l'intéressé à l'encontre de l'organisme débiteur.

Article 27

Les frais relatifs au paiement des rentes et majorations, les frais postaux, bancaires et les frais des offices des changes peuvent être récupérés sur les bénéficiaires de prestations par les organismes chargés des paiements, dans les conditions fixées par l'autorité administrative dont relèvent ces organismes.

Article 28

Les rapports medicaux transmis aux organismes français par l'I.N.A.I.L., sont accompagnés de leur traduction en langue française.

Article 29

Le Ministre français du Travail et de la Sécurité Sociale se réserve la faculté de désigner tout autre or-

curité Sociale pour les paiements des rentes d'accident du travail servies par les organismes de Sécurité Sociale minières.

En foi de quoi, les soussignés, dument autorisés à cet effet, ont dressé le present arrangement.

Fait en double exemplaire à Rome, le 12 avril 1950.

Pour l'Italie AMIATO ANGELELLI Pour la France PIERRE LAROQUE

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF

relatif aux modalités d'application de la Convention générale entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux Pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, en date du 31 mars 1948.

En application de l'article 28 de la Convention générale entre la France et l'Italie du 31 mars 1948, les Administrations compétentes françaises et italiennes représentées par :

du côté français:

M. Pierre Laroque, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, Directeur général de la Sécurité Sociale au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale:

du côté italien:

M. Amleto Angelelli, Directeur général des Rapports du travail, délégué par le Ministre Secrétaire d'Etat pour le Travail et la Prévoyance Sociale; ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes en ce qui concerne les modalités d'application de la Convention générale entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux Pays de la législation française sur la Sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales.

TITRE I

APPLICATION DES ARTICLES 3 ET 4 DE LA CONVENTION GENERALE

Situation des personnes détachées d'un Pays dans l'autre pour une durée inférieure à six mois.

Article 1

Lorsque les travailleurs salariés ou assimilés résidant habituellement dans l'un des deux Pays se rendent dans l'autre et restent affiliés à la législation du premier Pays en vertu de l'article 3, paragraphe 2 a), de la Convention générale, les dispositions suivantes sont applicables:

- 1) l'employeur et les intéressés règlent directement avec les organismes compétents du premier Pays toute question concernant leurs cotisations et prestations de sécurité sociale:
- 2) les organismes compétents du premier Pays reganisme centralisateur que la Caisse Nationale de Sé-mettent à chacun des intéressés un certificat dont le

modèle est fixé d'un commun accord attestant qu'il reste soumis au régime de sécurité sociale du premier Pays.

Ce certificat doit être produit, le cas échéant, par le représentant de l'employeur dans le deuxième Pays, si un tel représentant existe, sinon par le travailleur luimême.

Lorsqu'un certain nombre de travailleurs quittent le premier Pays en même temps, afin de travailler en semble dans le second et retourner en même temps dans le premier Pays, un seul certificat peut couvrir tous les travailleurs.

Situation des travailleurs salariés ou assimilés d'un des Pays, occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires de ce Pays auprès de l'autre Pays.

Article 2

Le droit d'option prévu à l'article 4, paragraphe 2 de la Convention, doit s'exercer dans les six mois à compter de la date à laquelle le travailleur est occupé dans le poste diplomatique ou consulaire, avec effet de cette même date.

Pour l'exercice du droit d'option, il suffit que le travailleur adresse une demande à l'organisme compétent du Pays dont il désire que la législation lui soit appliquée.

Pour les travailleurs occupés dans un poste diplomatique ou consulaire de l'un des Pays contractants dans l'autre Pays à la date d'entrée en vigueur du présent arrangement, le délai court à compter de cette dernière date.

TITRE II

DISPOSITIONS COMMUNES A DIFFERENTS RISQUES

Article 3

Pour l'ouverture du droit aux prestations, la totalisation des périodes d'assurance accomplies sous chaque régime et des périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes, s'effectue conformément aux règles suivantes:

- 1) aux périodes d'assurance et aux périodes reconnues équivalentes en vertu de la législation de l'un des Pays s'ajoutent les périodes accomplies ou reconnues équivalentes sous la législation de l'autre Pays, dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel pour compléter sans superposition les périodes d'assurance ou reconnues équivalentes du premier Pays;
- 2) lorsqu'un travailleur bénéficie de prestations à la charge des organismes des deux Pays, la règle établie au paragraphe précédent est appliquée séparément dans chaque Pays.

Article 4

Les périodes à prendre en considération comme équivalentes à des périodes d'assurance sont dans chaque Pays celles considérées comme telles par la législation de ce Pays.

Toute période reconnue équivalente à une période d'assurance en vertu à la fois de la législation française et de la législation italienne, est prise en compte, pour la liquidation des prestations par les organismes du Pays où l'intéressé a travaillé en dernier lieu avant la période en cause.

Lorsque l'intéressé n'a pas travaillé avant la dite période, celle-ci est prise en compte par les organismes du pays dans lequel il a travaillé pour la première fois.

Lorsqu'une période d'assurance, en application de la législation d'un Pays coïncide avec une période reconnue équivalente à une periode d'assurance en application de la législation de l'autre Pays, seule la période d'assurance est prise en considération.

Article 5

Lorsque d'après la législation de l'un des deux Pays, la pension ou un élément de la pension est calculé en fonction du salaire ou des cotisations versées, cette pension ou cet élément de pension est déterminé à partir des salaires perçus ou des cotisations versées dans ce seul Pays.

Article 6

Lorsque la législation de l'un des Pays contractants subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial d'assurance et lorsque lesdites périodes n'ont pu donner droit aux avantages prévus par ladite législation spéciale, lesdites périodes sont considérées comme valables pour la liquidation des avantages prévus par le régime général.

Article 7

Lorsqu'un travailleur salarié ou assimilé, se rendant d'un Pays dans l'autre, doit pour bénéficier des prestations autres que celles de l'assurance-vieillesse invoquer le bénéfice de la totalisation des périodes d'assurance, il présente aux organismes du Pays du nouveau lieu de travail pour justifier de ses droits un document dont le modèle est établi d'un commun accord entre les autorités administratives des deux Pays.

Article 8

Lorsqu'un travailleur remplit les conditions prévues pour le droit aux prestations autres que celles de l'assurance-vieillesse à la fois au regard des législations des deux Pays, l'intéressé ne peut prétendre obtenir lesdites prestations qu'au titre d'une seule de ces législations.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre I. - Maternité

Article 9

Dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article 6 de la Convention générale, les prestations en argent sont réglées directement à la bénéficiaire par l'organisme débiteur et déterminées suivant sa propre législation.

Les prestations en nature sont payées par l'organisme du Pays de residence suivant la législation de ce Pays. Elles sont remboursées par l'organisme débiteur de l'autre Pays dans la limite des charges qu'aurait entraînée l'application de la législation de ce dernier Pays.

Pour l'application de l'article 6 de la Convention générale et du présent article, les prestations attribuées

en vertu de la législation italienne en cas d'accouchement dystocique sont regardées comme des prestations de l'assurance maternité au même titre que celles qui sont servies en cas d'accouchement normal.

En cas de doute sur la date presumée de la conception, celle-ci est supposée avoir eu lieu dans le Pays où l'intéressée residait le 270ème (deux-cent-soixante dixième) jour avant l'accouchement.

CHAPITRE II. — Assurance invalidité
Ouverture du droit et liquidation

Article 10

Les travailleurs se trouvant dans les conditions requises à l'article 8 de la Convention générale pour l'obtention des prestations en argent de l'assurance-invalidité, à charge de l'un ou l'autre des deux Pays, présentent une demande à cet effet à l'organisme d'assurance compétent du Pays de leur résidence, dans les formes et conditions établies par la législation du Pays de l'organisme débiteur.

La présentation de la demande dans un Pays vaut présentation dans l'autre Pays. L'organisme qui a reçu en premier lieu la demande en donne communication à l'organisme correspondant de l'autre Pays, en mentionnant la date de la présentation et tous les éléments de ladite demande.

Article 11

Pour l'instruction des demandes de pensions d'invalidité, les organismes compétents utilisent le formulaire applicable en vertu de la législation de l'organisme débiteur ainsi qu'un formulaire d'un modèle spécial arrêté d'un commun accord entre les autorités administratives françaises et italiennes comportant — s'il y a lieu — un relevé des périodes d'assurance.

La transmission de ce dernier formulaire remplace, le cas échéant, les pièces justificatives ou documents dont il reproduit les éléments.

Liquidation des pensions

Article 12

Pour évaluer le degré d'invalidité, les organismes de chaque Pays tiennent compte des constatations médicales ainsi que des informations d'ordre administratif recueillies par les organismes de l'autre Pays.

Lesdits organismes conservent, toutefois, le droit de faire procéder à l'examen de l'intéressé par un médecin de leur choix.

Article 13

Les pensions d'invalidité à la charge des organismes français ou italiens sont payées aux ressortissants italiens ou français qu'ils résident en France ou en Italie.

Contrôle administratif et médical

Article 14

Le contrôle administratif et médical des bénéficiaires de pensions d'invalidité françaises résidant en Italie est effectué par l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale (I.N.P.S.) au moyen de ses services locaux

Le contrôle administratif et médical des titulaires de pensions d'invalidité italiennes résidant en France est effectué par la Caisse Régionale de Sécurité Sociale dont la circonscription comprend la résidence de l'intéressé.

Article 15

L'I.N.P.S. ou l'organisme français compétent procède au contrôle administratif et médical des titulaires de pensions d'invalidité, soit d'office, soit à la demande de l'organisme débiteur dans les conditions prévues par leur propre législation et ce, sans préjudice des vérifications auxquelles peuvent faire procéder les organismes débiteurs dans le cadre des droits que leur reconnait leur législation nationale.

Article 16

Pour l'application de l'article précédent l'I.N.P.S. ou l'organisme français compétent font procéder par leur médecins experts aux examens médicaux permettant d'apprécier le taux d'invalidité de l'intéressé en vue d'une suspension ou d'une suppression de la pension d'invalidité ou du reclassement dans une autre catégorie de pension.

Les résultats de ces examens sont communiqués à l'organisme débiteur auquel il appartient de prendre toute décision.

Article 17

Les vérifications d'ordre administratif et notamment celles concernant le travail des pensionnés sont effectuées dans chacun des Pays par l'entremise des organismes et autorités compétents selon les formes en usage dans le Pays où elles sont effectuées.

Article 18

L'I.N.P.S. peut suspendre provisoirement le service de la pension d'invalidité en se fondant sur le résultat des contrôles et en attendant d'être informé de la décision prise par l'organisme français.

Notamment, en cas de reprise du travail par le bénéficiaire d'une pension d'invalidité, l'I.N.P.S. suspend le paiement de la pension. Il notifie sans retard sa décision à l'organisme compétent français en lui indiquant la nature du travail effectué et le montant des gains du travailleur intéressé au cours du trimestre écoulé, en comparant ce gain à la rémunération normale perçue dans la même région par un travailleur de la catégorie professionnelle à laquelle appartient l'intéressé dans la profession qu'il exerçait avant de devenir invalide.

Article 19

Les frais résultant des examens médicaux, de mises en observation, de déplacements des médecins, des enquêtes administratives ou médicales, rendus nécessaires pour l'exercice du contrôle, ainsi que les frais de déplacement engagés par les bénéficiaires de pensions pour se rendre aux visites de contrôle médical sont réglés par l'organisme qui a effectué le contrôle sur la base de son tarif.

Ces frais sont remboursés par l'organisme débiteur sur présentation d'une note détaillée des dépenses exposées Toutefois, des accords ultérieurs pourront prévoir d'autres modalités de règlement et notamment des remboursements forfaitaires.

Article 20

Lorsqu'après suspension ou suppression de la pension d'invalidité, un assuré recouvre, par application de l'article 9 de la Convention générale, son droit à ces prestations tout en résidant dans le Pays autre que celui qui est débiteur de ces prestations, l'organisme du Pays de résidence adresse à l'organisme ou au service compétent de l'autre Pays, un état indiquant le nom de l'intéressé, son numéro d'assurance sous le régime de ce dernier Pays ou, si ce numéro n'est pas connu, sa dernière adresse dans ce Pays ainsi que tous les éléments utiles, relatifs à la cause justifiant la nouvelle demande de pension.

Il est statué sur le rétablissement du droit aux prestations après enquête par l'organisme débiteur des prestations.

Paiement des pensions d'invalidité

Article 21

Le paiement en Italie des pensions d'invalidité dues par les organismes français est effectué par l'intermédiaire en Italie de l'I.N.P.S. et sous le contrôle, en France, de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 22

Les organismes français débiteurs de pensions d'invalidité adressent à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, à Paris, la liste de leurs pensionnés résidant en Italie, en indiquant notamment pour chacun d'eux

- 1) la catégorie de la pension,
- 2) les dates d'échéances de la pension;
- 3) le montant des arrérages dus à chaque échéance.

Article 23

Il est prescrit aux débiteurs intéressés:

d'indiquer à la Caisse Nationale, qui en avisera l'I.N.P.S., au fur et à mesure qu'ils les connaitront les noms de pensionnés qui quitteront ou auront quitté le territoire français pour aller résider en Italie;

d'aviser, les cas échéant — quinze jours au moins à l'avance — la Caisse Nationale qui en informera l'I.N.P.S. de la suspension ou de la suppression des pensions ainsi que de toute modification apportée au montant de celles-ci,

de verser les sommes nécessaires au paiement des arrérages, quinze jours avant la date de l'échéance, au compte de l'Ufficio Italiano dei Cambi chez la Banque de France à Paris, le versement fait à cette Banque était libératoire. Avis du versement est adressé simultanément à l'I.N.P.S.;

d'adresser, à la même date, à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale en double exemplaire, pour être transmis à l'I.N.P.S. le bordereau nominatif des paiements à effectuer, avec indication des adresses, montant des arrérages, périodes auxquelles ils se rapportent;

de procéder à tout envoi de correspondance ou de pièces à l'I.N.P.S. exclusivement par l'intermédiaire de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 24

Les prestations sont payées aux bénéficiaires, sur justification de leurs droits, par l'I.N.P.S.

Ces paiements sont effectués trimestriellement, à terme échu, dans les mêmes formes que les paiements des pensions italiennes.

La somme revenant à chaque bénéficiaire est convertie en lires.

En cas de décès du titulaire, de suspension ou de suppression de la pension l'I.N.P.S. s'abstiendra de tout paiement. Il indiquera sur le bordereau le motif des non-paiements, et notamment, en cas de décès, la date de celui-ci.

En cas de décès la Caisse Nationale fait procéder à la liquidation du prorata éventuellement dû et notifie à l'I.N.P.S. la somme nette à payer après que celui-ci aura fait parvenir un acte de notoriété indiquant la date du décès et précisant s'il existe des héritiers susceptibles de revendiquer le prorata.

Article .25

En cas de départ d'Italie du bénéficiaire, l'I.N.P.S. s'abstient de tout paiement au titre des arrérages non encore payés à la date du départ et en avise la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Article 26

En vue de justifier les paiements effectués, l'I.N.P.S. adresse après chaque échéance, à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, le bordereau des sommes payées pour le compte des organismes débiteurs et, éventuellement, le bordereau des sommes non payées en indiquant, autant que possible, le motif des non paiements.

Ces bordereaux, qui devront reproduire exactement l'ordre et les inscriptions des bordereaux correspondants, adressés par les organismes français, doivent comporter :

catégorie de la pension;

nom et prénoms du bénéficiaire;

somme payée exprimée en francs, avec indication de la contrevaleur en lires;

date du payement et période à laquelle il se rapporte;

adresse du bénéficiaire.

Dans le cas où le règlement serait effectué à une autre personne que le titulaire, il devrait être indiqué en outre:

le nom et prénoms de la partie prenante;

sa qualité (représentant légal du titulaire, mandataire du titulaire ou de son représentant légal).

Le total du bordereau arrêté en chiffres (francs) et en lettres sera certifié conforme aux paiements effectués par l'I.N.P.S. et revêtu de la signature de son représentant.

L'I.N.P.S. se porte garant de la régularité des paiements constatés et notamment de l'existence du titulaire à la date de l'échéance.

Article 27

La différence entre les sommes versées par les organismes débiteurs et le montant des paiements justifiés par l'I.N.P.S. est imputé sur les sommes à verser ultérieurement au même titre par les mêmes organismes.

Article 28

Afin de permettre aux organismes débiteurs d'exercer leur contrôle, l'I.N.P.S. annexe aux bordereaux des paiements effectués toutes attestations établies ou certifiées par l'autorité compétente qui lui seraient démandées par lesdits organismes, telles que déclarations des salaires perçus par les invalides.

Article 29

Les dispositions des articles 21 à 28 ne concernent pas les pensions d'invalidité françaises liquidées en vertu de la législation applicable aux professions agricoles.

Celles-ci sont payées directement par l'organisme débiteur aux pensionnés résidant en Italie.

Article 30

L'I.N.P.S. verse directement le montant des prestations dues aux bénéficiaires résidant en France de pensions d'invalidité italiennes et aux échéances prévues par la législation italienne.

Chapitre III — Pensions de vieillesse.

Introduction, des demandes

Article 31

L'assuré qui sollicite le bénéfice d'une pension de vieillesse par totalisation des périodes d'assurance en vertu de la Convention générale, adresse sa demande à l'organisme compétent (organisme français d'assurance vieillesse ou I.N.P.S.) du Pays où il réside dans les formes et délais prévus par la législation de ce Pays.

L'assuré devra préciser, autant que possible, dans sa formule de demande, le ou les organismes d'assurance vieillesse de l'autre Pays auprès desquels il a été assuré.

La date d'effet de la demande de prestations est celle prévue par la législation du Pays de résidence.

Les demandes présentées auprès d'un organisme de l'autre Pays sont toutefois considérées comme valables.

Dans ce cas, ce dernier organisme doit transmettre, sans retard, les demandes à l'organisme compétent de l'autre Pays en lui faisant connaître la date à laquelle elles ont été introduites.

Dans le cas où l'organisme compétent français n'est pas connu la demande est transmise à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Introduction des demandes de pensions

Article 32

Pour l'introduction des demandes de pensions par totalisation des périodes d'assurance, les organismes com pétents français et italiens utilisent un formulaire d'un modèle spécial arrêté d'un commun accord entre les administrations françaises et italiennes.

Ce formulaire comporte notamment les renseignements d'état civil indispensables, le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance.

La transmission de ce formulaire aux organismes de l'autre Pays remplace la transmission des pièces justificatives.

Article 33

L'organisme qui, en premier lieu, a reçu la demande de pension en donne, au plus tôt, communication à l'organisme correspondant de l'autre Pays (s'il ne peut déterminer exactement quel est cet organisme, à l'I.N. P.S. pour l'Italie et à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour la France), en indiquant:

1) la date de présentation de la demande;

2) les périodes d'assurance et les périodes assimilées selon la législation nationale.

Lorsque la demande aura été instruite pour la partie concernant l'organisme d'assurance du Pays où elle aura été présentée, elle sera transmise à l'organisme d'assurance compétent de l'autre Pays, accompagnée du formulaire (en double exemplaire) de liquidation de la quote-part de pension à charge de l'organisme qui l'a reçue en premier lieu, ainsi que de tous les autres renseignements éventuellement utiles.

L'organisme d'assurance de l'autre Pays procède à son tour à l'examen de la demande et à la liquidation de la quote-part à sa charge. Il en communique le résultat à l'organisme qui la lui a transmise, dans les formes suivies par celui-ci pour sa communication.

Article 34

En application de l'article 13, paragraphe 1, de la Convention générale (totalisation des périodes d'assurance dans les deux Pays), le calcul de la pension s'effectuera selon les règles suivantes:

tout organisme d'assurance, dans chaque Pays, vérifie pour son propre compte, selon les règles de sa propre législation et en tenant compte des dispositions des articles 3 à 5 du présent arrangement, si le requérant peut effectivement faire valoir son droit à la pension et établit selon sa législation la nature des droits ouverts à l'intéressé.

Il détermine, pour ordre, le montant de la prestation à laquelle l'intéressé aurait droit si la totalité des périodes visées à l'alinéa précédent avait été accomplie exclusivement sous sa législation et fixe le montant de la prestation due au prorata de la durée des périodes d'assurance ou assimilées valables au regard de sa législation.

Article 35

En principe lorsque la pension comprend des élé ments fixes, ceux-ci sont réduits au prorata des périodes valables ou assimilées par rapport à la période totale retenue.

Lorsque la pension comprend des éléments calculés en proportion des périodes d'assurance ou du montant total des cotisations perçues dans le Pays, ces éléments ne subissent aucune réduction.

Article 36

Dans le cas visé à l'article 13 de la Convention générale, l'organisme du Pays de résidence de l'intéressé notifie à ce dernier, dans les délais et dans les formes prévus par sa législation nationale, l'ensemble des décisions prises par les organismes compétents des deux

Pays à l'égard de sa demande de pension et il l'informe qu'il peut renoncer, s'il le desire, au bénéfice de la Convention.

Article 37

L'I.N.P.S. assure le contrôle administratif des ressources des bénéficiaires de majorations pour conjoint à charge de l'assurance vieillesse française résidant en Italie dans les conditions des articles 14, 15, 17 et 19.

Article 38

Pour bénéficier des dispositions de la législation française relatives aux pensions de vieillesse allouées au titre de l'inaptitude au travail, les bénéficiaires éventuels résidant en Italie adressent à l'I.N.P.S. leur demande accompagnée d'un certificat de medecin traitant.

L'I.N.P.S. transmet à l'organisme français compétent ou à défaut à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale la demande de l'intéressé et le formulaire, accompagnés d'une attestation délivrée par l'autorité locale certifiant que le requérant a cessé tout travail.

Les dispositions des articles 14 à 19 sont applicables aux pensions de vieillesse allouées au titre de l'inaptitude au travail, même lorsque ces pensions sont à la charge des organismes d'assurance des deux Pays.

Paiement des pensions de vicillesse

Article 39

Les organismes français débiteurs de prestations versent directement aux bénéficiaires résidant en Italie et aux échéances prévues par la législation française les pensions de vieillesse qui leur sont dues.

L'I.N.P.S. verse directement aux bénéficiaires résidant en France et aux échéances prévues par la législation italienne les pensions de vieillesse qui leur sont dues.

Dans le cas prévu à l'article 13 de la Convention générale, les organismes français et italiens débiteurs versent séparément la quote-part de pensions à leur charge.

Article 40

Les modalités de paiement par l'I.N.P.S. aux bénéficiaires résidant en Italie de pensions de vieillesse incombant à la Caisse Nationale d'assurance sur la vie (anciennement Caisse Nationale des Retraites) restent provisoirement en vigueur jusqu'à une date qui sera fixée d'accord entre les autorités administratives fran caises et italiennes.

CHAPITRE IV - Pensions de survivants.

Article 41

Les dispositions du présent arrangement relatives à l'assurance vieillesse sont applicables aux pensions de survivants.

Article 42

Le droit d'option prévu à l'article 15 de la Convention générale peut être exercé par les ayants droits survi vants dans les mêmes conditions que par les assurés.

TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES

Article 43

Les frais relatifs au paiement des pensions, frais ban caires, frais des offices des changes ou autres peuvent être récupérés sur les bénéficiaires par les organismes chargés du paiement, dans les conditions fixées par l'autorité administrative dont relèvent ces organismes.

Article 44

Le présent arrangement ne s'applique pas aux travailleurs des mines ou établissements assimilés pour lesquels des dispositions spéciales seront prises.

Article 45

Les rapports médicaux transmis aux organismes français par l'I.N.P.S. sont accompagnés de leur traduction française.

En foi de quoi, les soussignés ont conclu le présent arrangement.

Fait en double exemplaire à Rome, le 12 avril 1950.

Pour l'Italie
Amleto Angelelli

Pour la France
Pierre Laroque

PROTOCOLE

Les Délégations française et italienne, à l'occasion de la signature de l'arrangement administratif en date de ce jour pour l'application de la Convention générale franco-italienne du 31 mars 1948, en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles, formulent les précisions et réserves suivantes:

- 1) Les Délégations française et italienne sont d'accord pour constater que en exécution de la loi du 2 août 1949:
- a) les rentes attribuées pour des accidents du travail survenues après le 31 août 1948 sont de plein droit calculées suivant les dispositions prévues aux articles 2, 3, 4 et 6 de ladite loi;
- b) les majorations de rentes d'accidents du travail attribuées par application de la loi du 2 août 1949 sont accordées de plein droit aux victimes d'accidents du travail régis par la loi du 30 octobre 1946 et aux victimes d'accidents titulaires de majorations antérieurement concédées.

En conséquence aucune demande n'est nécessaire pour obtenir le bénéfice des dispositions de ladite loi dans les deux cas ci-dessus indiqués.

2) La Délégation italienne, considérant que la loi du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail est comprise au nombre des actes législatifs modifiant ou complétant les législations enumérées au paragraphe 1er de l'article 2 de la Convention générale, estime que, en vertu du paragraphe 2 du même article, cette loi postérieure à la convention entre de plein droit dans le champ d'application de celle-ci et doit recevoir effet au regard des titulaires de rentes résidant en Italie, même dans la mesure où ses dispositions rétroagissent à une date antérieure à la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Elle demande en conséquence:

- a) que les majorations instituées par la loi du 2 août 1949 soient attribuées à tous les titulaires de rentes résidant en Italie à compter du 1er septembre 1948;
- b) que, par l'application de l'article 20, paragraphe 2, de la loi du 2 aoû 1949, les victimes d'accidents antérieurs au 1er septembre 1948 s'ils ne relèvent pas des dispositions de la loi du 30 octobre 1946, bénéficient des majorations avec effet respectivement des 1er septembre 1946, 1er septembre 1947 et 1er septembre 1948 si leurs demandes sont introduites avant le 1er septembre 1950.

La Délégation française ne peut accepter cette manière de voir, pour le motif que la loi du 2 août 1949 ne lui parait pas pouvoir rétroagir à une date antérieure à la date d'effet de la Convention générale prévue à l'article 36, paragraphe 4 de ladite Convention, c'est à dire au 1er septembre 1949.

Toutefois, il est admis, en ce qui concerne les accidents survenus dans les professions non agricoles, à partir du 1er janvier 1947 et relevant à ce titre du régime fixé par la loi du 30 octobre 1946, qu'en exécution de la Convention internationale du travail n. 19 (Convention de Genève en date du 5 juin 1925) les majora tions de rentes prévues par la loi du 2 août 1949 sont servies aux titulaires de rentes résidant en Italie avec effet du 1er septembre 1948.

La Délégation italienne, ayant fait valoir que la Convention internationale du travail n. 19 (Convention de Genève en date du 5 juin 1925) devrait s'appliquer à tous les accidents du travail et non pas seulement à ceux qui sont régis par la loi du 30 octobre 1946, la Dé- (2341)

légation française n'a pu que faire observer qu'aux termes de la jurisprudence française la législation sur les majorations de rentes ne rentre pas-dans la catégorie des lois qui constituent le développement de la législation en matière d'accidents du travail et qui sont seules visées par la Convention précitée. Il n'en va autrement que pour les accidents régis par la loi du 30 octobre 1946 pour lesquels la majoration et la rente sont confondues.

Fait en double exemplaire à Rome, le 12 avril 1950.

Pour l'Italie AMLETO ANGELELLI Pour la France PIERRE LAROQUE

PROTOCOLE SPECIAL

- 1. Les Délégations française et italienne se sont déclarées d'accord pour poursuivre à Paris les négociations relatives à un arrangement administratif relatif à l'application de la Convention générale en ce qui concerne le régime spécial applicable aux travailleurs des mines et établissements assimilés.
- 2. La Délégation italienne demande que les négociations, en vue de la conclusion des Accords complémentaires prévus par la Convention générale, s'ouvrent le plus tôt possible.

Fait en double exemplaire à Rome, le 12 avril 1950.

Pour l'Italie AMLETO ANGELELLI Pour la France PIERRE LAROQUE

GIOLITTI GIUSEPPE, direttore

SANTI RAFFAELE, gerente

(6107696) Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.